

CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES

Séance plénière du 26 mars 2013 à 14 h 30

« Compléments aux perspectives du système de retraite en 2020, 2040 et 2060 :
les projections régime par régime »

| |
|---|
| Document N°17 |
| <i>Document de travail, n'engage pas le Conseil</i> |

Perspectives 2020, 2040 et 2060

Le régime de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat

FSPOEIE

Secrétariat général du Conseil d'orientation des retraites

Perspectives 2020, 2040 et 2060

Fonds Spécial des Pensions des Ouvriers des Etablissements Industriels de l'Etat

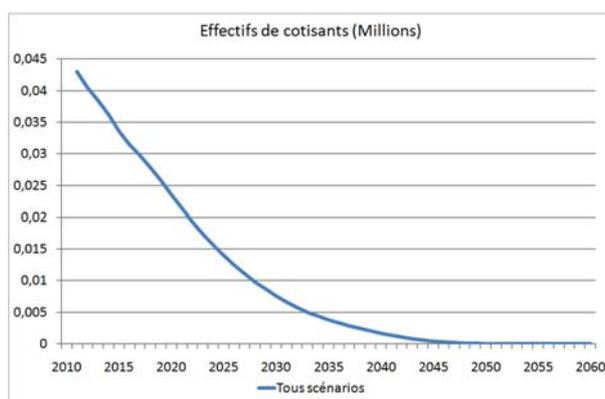
Pour leur retraite, les ouvriers des établissements industriels de l'Etat sont affiliés au régime spécial du Fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat (FSPOEIE).

Les besoins de financement du FSPOEIE sont couverts d'une part par les cotisations à la charge des ouvriers et des établissements employeurs, d'autre part par une subvention de l'Etat qui assure l'équilibre du régime. Le solde élargi du régime est ainsi égal à zéro chaque année dans les comptes présentés à la commission des comptes de la sécurité sociale (CCSS).

Dans les projections du COR, il est retenu une convention différente de cette présentation habituelle. De manière conventionnelle et pour assurer un traitement homogène des différents régimes bénéficiant d'une subvention de l'Etat, il est supposé que le taux de cette subvention est stable en projection, de sorte que son montant évolue chaque année proportionnellement à la masse des salaires bruts. Il ne s'agit donc pas en projection d'une subvention d'équilibre. Dans le présent exercice de projection, ce taux constant est fixé de façon à équilibrer le solde du régime en 2011, année de base des projections. Le régime est à l'équilibre en 2011 mais des besoins de financement ou des excédents sont susceptibles d'apparaître en projection.

1. Les effectifs de cotisants et la masse des ressources

L'**effectif de cotisants** du FSPOEIE est identique dans tous les scénarios, car il est fixé indépendamment des hypothèses macroéconomiques à partir d'éléments propres au FSPOEIE. Le FSPOEIE est un régime fermé : il n'y a plus de nouveaux cotisants depuis 2011. Par conséquent l'effectif de cotisants devrait diminuer jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de cotisants (vers 2050). Il y a 43 000 cotisants en 2011 et il n'en resterait plus que 24 000 en 2020 et 8 000 en 2030.



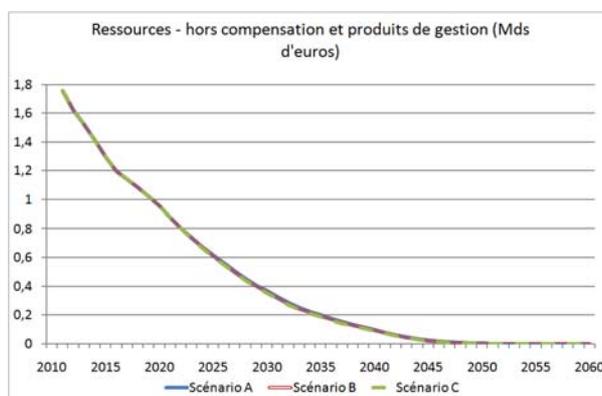
Le **salaire brut moyen** évolue à partir de 2020 comme le salaire moyen par tête (SMPT) de l'ensemble de l'économie, en ligne avec les gains de productivité. Des hypothèses propres au FSPOEIE sont retenues à court terme, cohérentes avec celles de la Commission des Comptes de la Sécurité Sociale (CCSS). Ces hypothèses propres aboutiraient d'ici 2017 à une évolution du salaire brut inférieure à celle du SMPT de l'ensemble de l'économie.

Compte tenu des dispositions de la loi du 9 novembre 2010 et du décret du 2 juillet 2012¹, le **taux de cotisation salariale** du FSPOEIE augmenterait jusqu'en 2020 comme celui des fonctionnaires. Il est supposé constant au-delà.

Le **taux de cotisation employeur** du FSPOEIE est de 33% en 2011². Le taux évolue ensuite proportionnellement au taux de cotisation employeur des régimes de droit commun (CNAV et ARRCO), pour un salarié non cadre sous plafond³. Le décret du 2 juillet 2012 conduit donc à relever le taux de cotisation employeur du FSPOEIE d'un peu plus de 0,5 point⁴ entre 2011 et 2016. Il est ensuite supposé constant en projection.

Le **taux de la subvention de l'Etat** est constant par convention, comme indiqué précédemment. Pour le calcul des ressources du régime présenté dans cette partie et pour le calcul du solde technique, il est fixé de façon à **équivaloir le solde technique du régime en 2011**, soit un taux d'environ 90 %.

L'évolution des **ressources du régime** reflète les évolutions combinées des effectifs de cotisants (diminution jusqu'à l'extinction), de la somme des taux de cotisation des salariés, de l'employeur et de la subvention de l'Etat (augmentation entre 2011 et 2020 puis stabilité) et du salaire moyen (progression modérée à court terme puis plus rapide, en ligne avec les hypothèses de productivité). Ainsi les ressources du régime baisseraient constamment et s'annuleraient vers 2050, compte tenu en particulier de l'hypothèse conventionnelle relative à la subvention de l'Etat (son montant est supposé évoluer proportionnellement à la masse des salaires bruts, qui elle-même s'annulerait vers 2050). Les ressources représentent 1,8 milliard d'euros en 2011. Elles ne représenteraient plus que 1,0 milliard d'euros en 2020 et 0,4 milliard d'euros en 2030.



¹ La loi du 9 novembre 2010 porte progressivement le taux de cotisation des ouvriers de l'Etat (initialement de 7,85 %) au même niveau que celui des salariés du secteur privé, en relevant le taux de cotisation salariale de 0,27 point chaque année entre 2010 et 2020. Le décret du 2 juillet 2012 accroît le taux de cotisation salariale de 0,25 point au total entre 2012 et 2016. Compte tenu de ces deux mesures, le taux de cotisation salariale des ouvriers de l'Etat passera de 8,12 % en 2011 à 10,80 % en 2020.

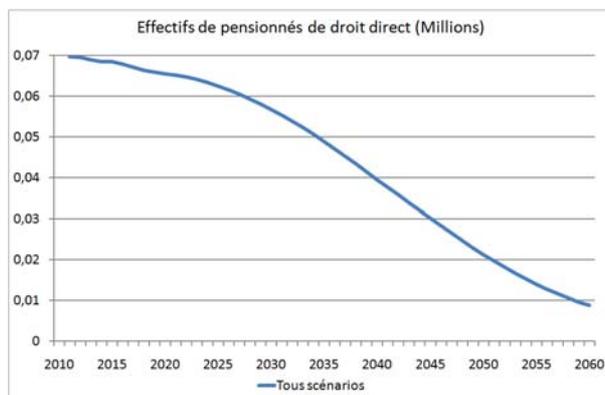
² Décret n° 2008-1328 du 15 décembre 2008.

³ Décret n° 2011-2079 du 30 décembre 2011.

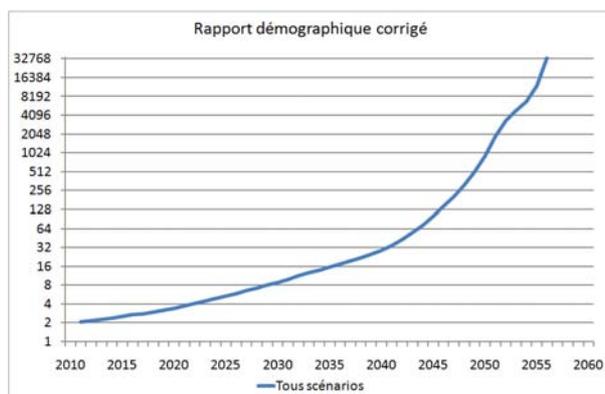
⁴ Le relèvement est proportionnel : puisque le taux employeur du FSPOEIE représente un peu plus du double de celui des régimes de droit commun, un relèvement de 0,25 point du taux employeur dans les régimes de droit commun conduit à un relèvement du taux employeur du FSPOEIE d'un peu plus de 0,5 point.

2. Les effectifs de retraités et la masse des pensions

Les **effectifs de retraités de droit direct**⁵ décroîtraient tout au long de la période de projection, passant de 70 000 en 2011 à 9 000 en 2060. Cette diminution reflèterait avec retard l'extinction des effectifs d'actifs de la FSPOEIE.



Le **rapport démographique corrigé**⁶ du FSPOEIE –identique pour tous les scénarios– augmenterait fortement, compte tenu de l'extinction du régime (lorsque le régime n'aura plus de cotisants, il subsistera des retraités). Le rapport démographique passerait ainsi de 2,0 en 2011 à 3,4 en 2020, et dépasserait 10 au-delà de 2030.



La **pension moyenne de droit direct** n'augmenterait pratiquement pas et se maintiendrait à environ 21 000 € par an tout au long de la période de projection. En début de période, l'absence de progression reflèterait les évolutions observées du salaire moyen sur le passé récent et celles projetées au cours des prochaines années. A plus long terme, le régime n'accueillerait pratiquement plus de nouveaux retraités, si bien que l'effet « noria »⁷ ne jouerait plus.

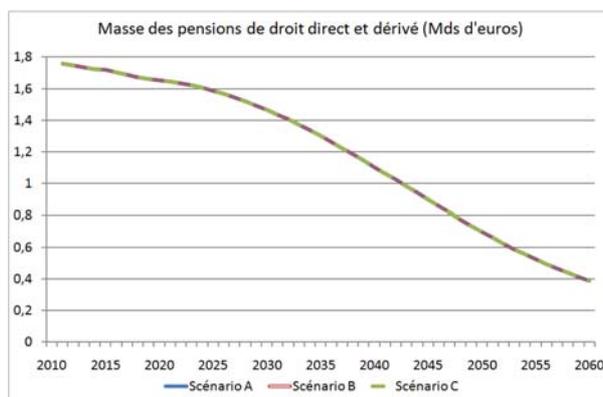
La **masse des pensions de droit direct et dérivé** diminuerait tout au long de la période de projection, passant de 1,8 milliard d'euros en 2011 à 0,4 milliard d'euros en 2060. Cette diminution interviendrait surtout après 2025 : la masse des pensions serait encore de

⁵ Les effectifs de retraités sont indépendants du scénario retenu, comme les effectifs de cotisants.

⁶ Rapport entre, d'une part, la somme du nombre de retraités de droits directs et de la moitié du nombre de retraités de droits dérivés et, d'autre part, le nombre de cotisants.

⁷ Augmentation de la pension moyenne liée au renouvellement des générations de retraités : les nouveaux retraités ont en moyenne des pensions supérieures aux retraités qui décèdent.

1,7 milliard d'euros en 2060. L'hypothèse de productivité à long terme jouerait peu, puisque le flux de nouveaux retraités tendrait vers zéro.



3. Les soldes financiers

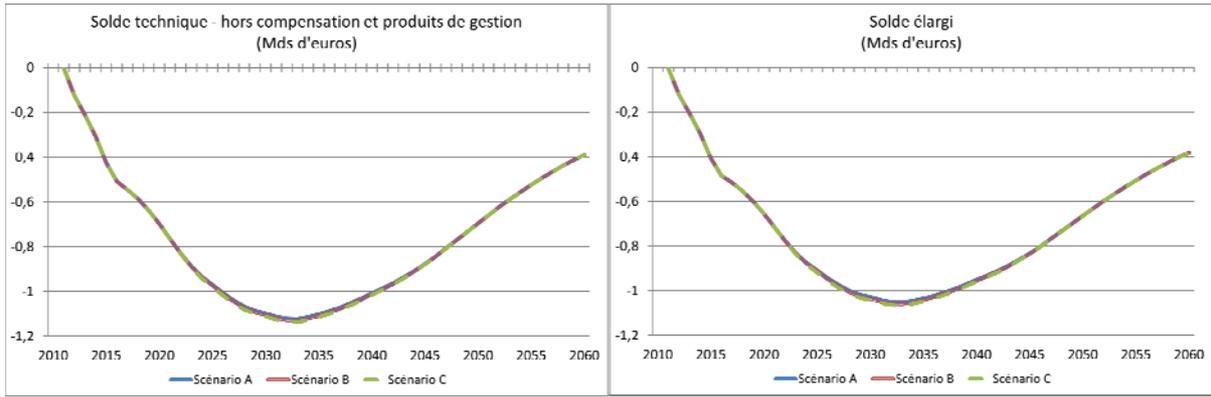
Le **solde technique** du régime, fixé à zéro en 2011 par convention, se dégraderait d'abord avec la diminution du nombre de cotisants, puis s'améliorerait avec la diminution du nombre de retraités, et tendrait finalement vers zéro à très long terme avec l'extinction complète du régime (au-delà de 2060). Le solde technique passerait par un minimum à -1,1 milliard vers 2030-2035, avant de revenir à -0,4 milliard d'euros en 2060.

Le FSPOEIE reçoit des **transferts de compensation** en raison de son rapport démographique élevé. Ces transferts, de 63 millions d'euros en 2011, passeraient par un maximum à 86 millions vers 2030 avant de redescendre à 17 millions en 2060 compte tenu, à cet horizon, de la taille relativement réduite du régime en termes de nombre de retraités.

Le solde élargi d'un régime correspond en principe au solde technique, auquel on ajoute les transferts de compensation ainsi que les dépenses de gestion et d'action sociale. Par convention cependant, pour le FSPOEIE comme pour les autres régimes dont l'équilibre financier est assuré en dernier ressort par une contribution de l'employeur ou une subvention publique, le solde élargi est calculé en ajustant le montant de cette subvention de façon à équilibrer le solde élargi en 2011.

Par convention, le **taux de la subvention de l'Etat** (rapport entre la subvention de l'Etat et la masse des salaires bruts) est supposé constant en projection, ce qui signifie que la subvention de l'Etat est supposée évoluer comme la masse des salaires bruts : ce taux **est fixé de façon à équilibrer le solde élargi du régime en 2011**. Il est proche de celui équilibrant le solde technique, soit environ 90 %.

Avec cette convention, le **solde élargi de la FSPOEIE**, fixé à zéro en 2011, évoluerait à peu près comme le solde technique : il passerait par un minimum à -1,05 milliard vers 2030-2035, avant de revenir à -0,4 milliard d'euros en 2060.



| FSPOEIE - Résultats | | | | | | | |
|---|--|------------------|------------------|------------------|--|------------------|--------------------------|
| Ressources (hors compensation et produits de gestion) | | 2011 | 2020 | 2030 | 2040 | 2050 | 2060 |
| Tous scénarios Cotisants (Millions) | | 0,043 | 0,024 | 0,008 | 0,002 | 0,000 | 0,000 |
| Scé. A | Ressources (Mds d'euros) | 1,8 | 1,0 | 0,4 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| | Ressources (% de PIB) | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Scé. B | Ressources (Mds d'euros) | 1,8 | 1,0 | 0,4 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| | Ressources (% de PIB) | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Scé. C | Ressources (Mds d'euros) | 1,8 | 1,0 | 0,4 | 0,1 | 0,0 | 0,0 |
| | Ressources (% de PIB) | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Masse des pensions | | 2011 | 2020 | 2030 | 2040 | 2050 | 2060 |
| Tous scénarios Pensionnés de droit direct (Millions) | | 0,070 | 0,066 | 0,057 | 0,040 | 0,021 | 0,009 |
| Scé. A | Pension annuelle moyenne de droit direct (euros) | 20 580 | 20 583 | 20 857 | 20 967 | 20 961 | 20 859 |
| | Pensions de droit direct et dérivé (Mds d'euros) | 1,8 | 1,7 | 1,5 | 1,1 | 0,7 | 0,4 |
| | Pensions de droit direct et dérivé (% de PIB) | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Scé. B | Pension annuelle moyenne de droit direct (euros) | 20 580 | 20 583 | 20 857 | 20 967 | 20 961 | 20 859 |
| | Pensions de droit direct et dérivé (Mds d'euros) | 1,8 | 1,7 | 1,5 | 1,1 | 0,7 | 0,4 |
| | Pensions de droit direct et dérivé (% de PIB) | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Scé. C | Pension annuelle moyenne de droit direct (euros) | 20 580 | 20 583 | 20 857 | 20 967 | 20 961 | 20 859 |
| | Pensions de droit direct et dérivé (Mds d'euros) | 1,8 | 1,7 | 1,5 | 1,1 | 0,7 | 0,4 |
| | Pensions de droit direct et dérivé (% de PIB) | 0,1% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Rapport démographique corrigé* | | 2011 | 2020 | 2030 | 2040 | 2050 | 2060 |
| Tous scénarios | | 2,0 | 3,4 | 8,9 | 29 | 923 | infini |
| Solde technique (hors compensation et produits de gestion) | | 2011 | 2020 | 2030 | 2040 | 2050 | 2060 |
| Scé. A | Mds d'euros | 0,0 | -0,7 | -1,1 | -1,0 | -0,7 | -0,4 |
| | % de PIB | 0,00% | -0,03% | -0,04% | -0,03% | -0,02% | -0,01% |
| Scé. B | Mds d'euros | 0,0 | -0,7 | -1,1 | -1,0 | -0,7 | -0,4 |
| | % de PIB | 0,00% | -0,03% | -0,04% | -0,03% | -0,02% | -0,01% |
| Scé. C | Mds d'euros | 0,0 | -0,7 | -1,1 | -1,0 | -0,7 | -0,4 |
| | % de PIB | 0,00% | -0,03% | -0,04% | -0,03% | -0,02% | -0,01% |
| Solde élargi | | 2011 | 2020 | 2030 | 2040 | 2050 | 2060 |
| Scé. A | Mds d'euros | 0,0 | -0,7 | -1,0 | -0,9 | -0,7 | -0,4 |
| | % de PIB | 0,00% | -0,03% | -0,04% | -0,03% | -0,02% | -0,01% |
| | Situation financière cumulée en % de PIB | | -0,1% | -0,4% | -0,8% | -1,0% | -1,1% |
| Scé. B | Mds d'euros | 0,0 | -0,7 | -1,0 | -1,0 | -0,7 | -0,4 |
| | % de PIB | 0,00% | -0,03% | -0,04% | -0,03% | -0,02% | -0,01% |
| | Situation financière cumulée en % de PIB | | -0,1% | -0,4% | -0,8% | -1,0% | -1,1% |
| Scé. C | Mds d'euros | 0,0 | -0,7 | -1,0 | -1,0 | -0,7 | -0,4 |
| | % de PIB | 0,00% | -0,03% | -0,04% | -0,03% | -0,02% | -0,01% |
| | Situation financière cumulée en % de PIB | | -0,1% | -0,5% | -0,8% | -1,0% | -1,2% |
| | | | | | Evolution en moyennes annuelles | | Croissance totale |
| | | 2011-2020 | 2020-2030 | 2030-2040 | 2040-2050 | 2050-2060 | 2011-2060 |
| Cotisants (%) | Tous scénarios | -6,4% | -10,7% | -14,0% | -33,3% | -100,0% | -100,0% |
| Total des ressources (%) | Scénario A | -6,6% | -9,1% | -12,5% | -32,1% | -100,0% | -100,0% |
| | Scénario B | -6,6% | -9,3% | -12,7% | -32,3% | -100,0% | -100,0% |
| | Scénario C | -6,6% | -9,5% | -12,9% | -32,4% | -100,0% | -100,0% |
| Pensionnés de droit direct (%) | Tous scénarios | -0,7% | -1,4% | -3,5% | -6,0% | -8,5% | -87,4% |
| Pension annuelle moyenne de droit direct (%) | Scénario A | 0,0% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 1,4% |
| | Scénario B | 0,0% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 1,4% |
| | Scénario C | 0,0% | 0,1% | 0,1% | 0,0% | 0,0% | 1,4% |
| Masse des pensions (%) | Scénario A | -0,7% | -1,2% | -2,8% | -4,5% | -5,7% | -77,8% |
| | Scénario B | -0,7% | -1,2% | -2,8% | -4,5% | -5,7% | -77,8% |
| | Scénario C | -0,7% | -1,2% | -2,8% | -4,5% | -5,7% | -77,8% |

* [Pensionnés de droit direct + (Pensionnés de droit dérivé / 2)] / Cotisants